



Grèce et gouvernance économique renforcée : les députés questionnent MM Juncker et Trichet

Disposer d'une gouvernance européenne décisive pour contrecarrer les problèmes affectant la Grèce, démontrer la capacité de l'UE à résoudre ses difficultés internes et resserrer la gouvernance économique, sont autant de mesures nécessaires soulignées par la commission des affaires économiques, lundi. Cette réunion, bien que faisant partie du dialogue régulier de politique économique et monétaire du Parlement avec la BCE et l'Eurogroupe, a été dominée par la crise de la dette grecque.

Décrivant son programme pour les 30 mois à venir, le président de l'Eurogroupe, Jean-Claude Juncker, a souligné la nécessité pour la réunion informelle des ministres de l'économie des pays de la zone Euro, de contrôler les plans budgétaires nationaux, de poursuivre la stratégie de sortie et de développer la gouvernance économique. Le président de la BCE, Jean-Claude Trichet, a expliqué comment il voit l'évolution de l'économie au cours des prochains mois. Il a rappelé sa confiance dans les règles du pacte de stabilité et de croissance et le système de pression des pairs au sein des gouvernements européens.

Information, leadership, transparence sur la Grèce

Jean-Paul Gauzès (PPE, FR) a critiqué la façon dont l'UE gère la crise touchant la Grèce : les citoyens "ne savent pas quoi faire, suite aux messages peu clairs envoyés par les dirigeants. Il est difficile d'expliquer que nous faisons de grandes déclarations qui porteront leurs fruits - on l'espère - d'ici deux ans. L'UE peut effectivement être dans une plus mauvaise situation aujourd'hui qu'elle ne l'était pendant la crise financière mondiale", a-t-il dit, faisant valoir qu'une action plus décisive et plus claire est résolument nécessaire.

Baucoup d'autres députés ont sollicité MM. Juncker et Trichet en vue d'idées plus détaillées sur la crise grecque et l'amélioration de la gouvernance économique. Udo Bullmann (S&D, DE), a interrogé sur l'utilisation des dispositions du traité sur l'octroi de l'aide exceptionnelle aux pays de la zone euro. Sven Giegold (Verts/ALE, DE), a demandé davantage de détails sur les moyens qui seraient utilisés pour obliger les "coupables" à assumer leurs erreurs. Rodi Kratsa (PPE, EL), a demandé comment le programme de soutien de la BCE en Grèce allait continuer, alors que Niki Tzavela (EFD, EL) a demandé la confirmation que la BCE se montrerait favorable à la banque centrale grecque, en cas de problèmes de liquidité.

M. Juncker s'est abstenu de détailler les instruments destinés à aider la Grèce, estimant que les engagements actuels des États membres étaient suffisants pour le moment. M. Trichet a ajouté que le soutien financier pour la Grèce devrait prendre la forme d'un prêt, et non d'une subvention, et devrait être fourni seulement si les conditions d'aggravation posent un problème pour l'ensemble de la zone euro. Répondant à Mme Kratsa, il a précisé que la BCE continuerait à contrôler les développements en Grèce, mais qu'il avait confiance dans la capacité du pays à récupérer. A Mme Tzavela, il a indiqué que la BCE se montrerait certainement en faveur de la Grèce, tout comme elle l'a fait pour l'Irlande.

Gouvernance économique européenne

Communiqué de presse

M. Juncker a reconnu qu'une gouvernance économique plus large et plus stricte est exigée. M. Trichet, à l'inverse, a préconisé l'utilisation des règles du pacte de stabilité et de croissance (PSC), plutôt que la création de nouveaux instruments. "Comment pouvez-vous être ainsi convaincus que la pression des pairs et les règles actuelles du PSC seront suffisantes?", a demandé Sylvie Goulard (ADLE, France), reflétant une préférence très répandue en faveur d'un renforcement du PSC et de l'imposition de règles plus dures.

"Comment comprendre que les États membres de l'UE acceptent des conditions contraignantes du FMI et non de l'UE?", a demandé Sophia in't Veld (ADLE, NL). Les "politiques budgétaires des États membres doivent être contrôlées plus rigoureusement", a estimé M. Bullmann. Nikolaos Chountis (GUE/NGL, EL), a sérieusement douté de l'utilité de PSC en tant qu'outil de coordination économique.

"Comment pouvons nous même commencer à discuter d'une politique économique unique et commune avec de tels écarts de compétitivité entre États membres?", a demandé Pascal Canfin (Verts/ALE, FR). M. Juncker a convenu qu'il était important d'aborder cette question, ajoutant que ce serait l'une de ses priorités en tant que président de l'Eurogroupe.

Une deuxième audition, spécifiquement sur la crise grecque, aura lieu le 14 avril, en présence de fonctionnaires d'Eurostat et de représentants du secteur de l'investissement bancaire.

22 mars 2010

Sous la Présidence de : Sharon BOWLES (ADLE, UK)
22.03.2010

Contact :

John SCHRANZ

Attaché de presse

PORT: +32 498 98 14 02

BXL: +32 228 44264

EMAIL: econ-press@europarl.europa.eu